

Anton Rauscher

## **La Doctrine Sociale Catholique**

son importance pour notre ordre social et ses défis actuels  
Rapport à l'occasion de la commémoration annuelle de Joseph  
Cardinal Höffner le 19 Octobre 2008 à Cologne

L'auteur a donné à ORDO SOCIALIS l'autorisation de publication  
digitale

Traduit par Mme. A. Elmendorff-Pfeifer, Düsseldorf

Tenir éveillée la mémoire de Joseph Höffner, le grand philosophe social catholique et l'archevêque inoublié de Cologne, et de nous laisser inspirer par ses paroles et par l'exemple qu'il a donné, tel est l'objet de la Société Joseph-Höffner qui en commun accord avec le conseil diocésain des catholiques de l'archevêché de Cologne invite à cette manifestation. C'est pour moi un grand honneur de m'adresser à vous cette année. Je vous remercie de cette invitation.

### **L'Image Humaine Chrétienne: Point de Départ et Base**

Joseph Höffner a découvert son intérêt pour la doctrine sociale catholique pendant ses études de philosophie et de théologie à l'université papale Gregoriana à Rome (1926-1934). C'était l'Encyclique sociale, du Pape Pie XI QUADROGESIMO ANNO (1931) qui dans des temps extrêmement difficiles appelait à la restauration de l'ordre social. La crise économique mondiale, déclenchée par le krach boursier de New York en 1929, en était la raison. Ce ne sont pas les transactions du marché, laissées à elles-mêmes et une compétition illimitée qui doivent être le principe régulateur de l'économie, mais la justice sociale et la charité sociale. L'économie est plus que seulement le marché où se déroule la compensation entre les courants d'offres et de demandes. L'économie est plus et quelque chose différente des transactions de biens. Elle est un processus vital social supporté et formé par des hommes et donc déterminé par des principes sociaux. Höffner était fasciné par la tâche de faire valoir ces normes fondamentales dans l'économie et dans la communauté sociale. Sa thèse de doctorat traitait de

l'éclaircissement des conditions et des justifications de ces principes et de leur ancrage dans la pensée philosophio-théologique et christo-sociale. En étudiant les textes s'y rapportant, Höffner reconnaissait la caractéristique de la doctrine sociale catholique ou de la doctrine sociale chrétienne. Sans préjudice de l'autonomie (relative) des réalités terrestres et des domaines de vie sociaux, et sans préjudice de la responsabilité globale que l'Etat assume pour le bien-être commun, c'est la tâche de l'Eglise et de sa doctrine sociale de transmettre l'image chrétienne de l'homme et de la société et partant de ce fondement de se demander toujours à nouveau si les structures et les rapports économiques, sociaux, culturels et politiques correspondent aux normes de la justice et de la charité que chaque homme ressent en sa conscience, et qui sont un défi spécial pour les politiciens, les scientifiques, les entrepreneurs, les ouvriers, les instituteurs, les pères de famille et les mères de famille.

La doctrine sociale catholique n'est pas simplement une "éthique sociale", tant que le recours aux connaissances sûres des sciences humaines et sociales et les dimensions éthiques sont nécessaires. La caractéristique de la science sociale catholique est et reste qu'elle est ancrée dans l'image chrétienne de l'homme et dans la connaissance qui en résulte pour la formation et l'ordre de la vie en commun. Höffner était un maître de l'observation des conditions de vie des hommes et des peuples; il avait un sens vif des modifications et des développements historiques de la société et de l'Eglise. Il n'était pas du tout un homme de principes ossifiés, mais il encourageait ses étudiants et les croyants à oser et à explorer aussi de nouveaux chemins et points de départ pour aborder les tâches naissant dans les différents domaines et à chercher des solutions efficaces. Et pourtant: Höffner puisait sa dernière orientation de l'image chrétienne de l'homme telle qu'elle est décrite dans les écritures de l'Ancien Testament et dans l'Evangile et telle que l'Eglise enseigne dans le temps et conformément à la situation. Cela distingue la doctrine sociale catholique, aussi la science sociale catholique, d'une éthique sociale de laquelle parfois l'on ne sait plus sur quelle base idéologique, religieuse ou culturelle ses connaissances sont fondées. Ceci était aussi la force de Höffner, parce que sa pensée comme philosophe social était enracinée dans l'ordre créateur chrétien et les hommes savaient où ils en étaient.

Ci-après ne sont pas traités les défis en face desquels se trouvait l'Allemagne vaincue après la chute du socialisme national. Après 1945 Joseph Höffner a contribué de façon multiple à ce que la reconstruction économique-sociale, et culturelle et religieuse soit réalisée sur les fondements de la dignité inviolable de tout homme et des droits et obligations conférés par le Créateur. Eu égard à l'économie et à la société, il s'agissait d'un nouvel ordre de la vie en commun des hommes. Non seulement les politiciens et les socialistes, tous les partis

politiques étaient à l'époque décidés que le "capitalisme" ne devrait pas revenir. Au centre des considérations qui suivent se trouvent les défis avec lesquels nous sommes confrontés aujourd'hui, qui certainement ne sont pas comparables avec la situation existant lors de la fondation de la République Fédérale d'Allemagne en 1949. L'histoire ne se répète pas. Cependant, il y a des parallèles surprenants dont il faudra tenir compte dans les analyses et aussi les solutions.

### **1. L'Economie de Marché Sociale**

En premier lieu je voudrais aborder les problèmes de l'économie de marché sociale. La reconstruction économique et sociale se réalisait sous le signe de l'économie de marché sociale. Pour l'architecte Alfred Muller-Armack la signature de l'économie de marché sociale était constituée par la liaison de la liberté et de l'engagement social- ou un peu plus bref - entre la liberté et la sûreté sociale. Le politicien Ludwig Erhard qui laissait passer l'économie de marché sociale contre toute résistance du parlement fédéral et de la société, se servait de la maxime compréhensible pour chaque citoyen: "Le bien-être pour tout le monde". La grande majorité des ouvriers étaient d'abord sceptiques et déclinants, considérant l'économie sociale de marché plutôt comme un clause verbale vide, comme une pilule de tranquillisation sociale. Seulement lorsqu'ils percevaient que les salaires réels montaient - bien qu'au début lentement - que les forces productrices s'étaient accrues/et en conséquence aussi les possibilités d'améliorer l'approvisionnement en denrées alimentaires, habits et logement, avant tout que les systèmes de sécurité sociale commençaient à devenir stables, beaucoup d'ouvriers changeaient leur préférence pour tel ou tel parti politique.

Le parti SPD, pour longtemps en guerre avec l'économie de marché sociale et persuadé qu'il ne pourrait tourner la situation de détresse, devait actualiser son attitude par le programme de Godesberg. Le "miracle économique" alimentait dès la fin des années 1960 les vagues de prospérité. Dans la population grandit l'opinion que la prospérité accomplie comme la croissance annuelle faisaient partie de la normalité de l'économie de marché sociale, d'autant plus que les sciences économiques de l'époque étaient de l'avis que depuis John M. Keynes l'on avait à sa disposition les moyens et les instruments pour combattre à tout moment et vite une régression économique avec un taux de chômage assez important, même de pouvoir le prévenir à temps. L'on a un peu ignoré que l'économie de marché sociale ne peut fonctionner que si les gens font preuve d'une attitude et d'un comportement correspondants.

## Le Défi du Chômage

Les espérances étaient adoucies lorsque, après la crise pétrolière avec dimanches sans automobiles (1973), le gouvernement sous Helmut Schmidt devait apprendre que les programmes gouvernementaux pour procurer du travail n'étaient pas en mesure de réduire le chômage, contrairement aux positions politiques économiques décrites dans les manuels. Le chômage, ce mal primitif de la société industrielle, s'élevait en 1982 à deux millions. La confiance en l'économie de marché sociale n'était pas encore ébranlée mais touchée. Plus tard, en 1989/1990 après l'unification des deux Allemagnes beaucoup de gens pensaient que le miracle économique vécu en Allemagne occidentale se réaliserait aussi dans le processus de reconstruction de l'économie de marché sociale dans les nouveaux Etats fédéraux. Le chancelier Helmut Kohl a exprimé cette humeur quand il parlait de "paysages fleurissants".

Depuis le début du millénaire il devenait de plus en plus clair combien il serait difficile et de longue durée de faire accroître peu à peu la capacité de rendement de l'économie dans l'Est, qui lors de l'unification comptait seulement environ 30% de la productivité en Allemagne occidentale. L'on réalisait que le transfert massif de monnaie et de finances n'entraîne pas automatiquement une nouvelle chômage orientation mentale des hommes. Lorsqu'en hivers 2005/2006 le chômage a atteint un chiffre record et les mass media discutaient de préférence les contrastes et les distances entre "pauvre" et "riche", beaucoup de citoyens changeaient leur opinion sur l'économie sociale de marché: Pour quelle raison, selon les enquêtes des trois derniers années, l'économie sociale de marché a-t-elle perdu tant d'assentiment? Comment est-il possible que la critique et les réserves concernant l'économie sociale de marché, qui dans les anciens pays communistes faisaient partie du répertoire des fonctionnaires du parti, soient redevenues acceptables et superposent le désir de liberté déclenché en 1989, et encore, que les paroles d'autrefois soient légalement attrayantes pour des citoyens de l'Ouest? Comment est-il possible que les représentants dirigeants du parti "La Gauche", malgré les expériences du système communiste, aient actuellement des sièges dans presque tous les parlements des Etats fédéraux occidentaux et, sans rougir, veuillent transformer la défaillance du dirigisme totalitaire en une priorité d'égalité et faire oublier aux citoyens que les bénéficiaires de cette "égalité" n'étaient pas le peuple mais le plus souvent la classe des fonctionnaires du parti? Comment est-il possible que non pas peu de citoyens à l'Ouest croient en cette fausse-monnayerie.

Le refus intrinsèque de l'économie sociale de marché par beaucoup de citoyens n'est pas

seulement attribuable au malaise du chômage de masse. Dans les deux dernières années aucun des pays en Europe n'a mieux réussi en combattant le chômage que la République Fédérale d'Allemagne. Bien que d'autres statistiques soient présentées ici et là, l'on ne peut pas négliger la réduction du chômage de presque cinq millions à trois millions, d'autant plus que la réduction a été réalisée non seulement dans les Etats de l'Allemagne du sud, mais dans tous les Etats fédéraux, bien qu'à des degrés différents. Grâce à la création de près de deux millions de places de travail les cotisations à la sécurité sociale ont monté, comme aussi les déficits budgétaires de la République Fédérale, des Etats fédéraux et aussi au moins partiellement des communes se sont réduits. Par ailleurs, il faut également tenir compte du fait que chaque place de travail supplémentaire suppose de l'équipement financier mis à la disposition par les entreprises. Tout cela était et est possible seulement parce que l'économie allemande s'est accrue en quantité et en qualité.

### **Négligence de la Vaste Classe Moyenne**

Cependant, un but n'a pas été atteint par la réduction du chômage: L'effectif des entreprises était seulement bénéficiaire de la productivité accrue et des revenus croissants pour une part peu importante. Les salaires bruts ont bien monté, mais plus fort encore les impôts et taxes. En 2006 la grande coalition était confrontée avec le défi de combattre, dans toutes les circonstances, le nouvel endettement des caisses publiques croissant chaque année et continuellement. L'Allemagne avait violé le Traité de l'EU; des mesures dures menaçaient. L'élévation massive de la taxe sur la valeur ajoutée, la suppression de l'exemption fiscale forfaitaire d'automobilistes, l'abolition des subventions de construction de logements, l'amointrissement des montants exempts d'impôt des épargnants, la hausse des taxes surtout communales, les augmentations exorbitantes de prix surtout dans le secteur de l'énergie: Tout cela a été payé avant tout par la vaste classe moyenne, forte en rendement, à laquelle la grande majorité des employés appartient. Certainement les réformes de Hartz IV ont aussi comporté une nouvelle réglementation des prestations sociales. Mais vu sous un aspect intégral, ceux qui procurent la production et la productivité ont ressenti de plus en plus que l'essor de l'économie les a ignorés. Il s'y ajoute que la grande coalition a décidé des allègements fiscaux desquels surtout les grandes entreprises sont bénéficiaires. Pour cette décision de bonnes raisons étaient données, parce qu'à l'avenir aussi l'Allemagne dépendra d'investisseurs étrangers et ne peut pas être intéressante pour les investisseurs opérant de plus en plus dans des pays de l'Europe orientale ou en Asie. Mais il se pose la question de savoir si le faisceau des mesures mentionnées a été réparti quelque peu harmonisé et balancé sur les différents

groupes. Omise a été une réforme fiscale laissant aux employés "plus de net du brut"; les modifications de la péréquation des charges de famille allaient aussi dans la mauvaise direction.

Un autre groupe de problèmes doit être mentionné ici. Ce qui a rendu furieux beaucoup d'employés et endommagé grièvement la réputation de l'économie sociale de marché, étaient le comportement et les pratiques de comités de direction et de conseils de surveillance de quelques grandes entreprises. Leurs profits étaient brillants et ils étaient fiers de leurs milliards de profits. Mais en même temps ils faisaient connaître une réduction de leur effectif - et cela à un moment où le chômage et la perte éventuelle de la place de travail chargeaient beaucoup d'employés et leurs familles. A ce sujet est née une nouvelle caricature de l'entrepreneur de la sorte qu'il est seulement intéressé par le profit ou la quotation en bourse, considérant les employés seuls comme des forces ouvrières utiles. Beaucoup de la confiance des hommes en l'économie sociale de marché a été perdue, à savoir que pour les entrepreneurs et les entreprises n'importe pas en premier lieu le succès sur les marchés mais plutôt l'homme - à préférence les employés de l'entreprise et leurs familles, ensuite les fournisseurs et les clients. Il a duré longtemps jusqu'à après la seconde guerre mondiale cette confiance est à nouveau née et l'attitude des citoyens envers l'économie devenait positive. Et maintenant? La notion des "sauterelles" a fait la ronde et empoisonné le climat social. L'objectif de l'économie n'était-il plus celui de couvrir les besoins du peuple en biens et services, ou la cupidité pure était-elle devenue la force motrice?

### **Le Problème de la Morale Limite**

Dieu merci ce sont des cas particuliers qui tombent en dehors du cadre social et moral de l'économie sociale de marché. Néanmoins, dans une situation pointée que Goetz Briefs a déjà analysée dans les années 1920, le danger s'accroît que la "morale limite" détermine de plus en plus les pensées et les activités des entreprises, des managers et des spéculateurs. La notion de morale limite signifie que le seuil de scrupules de l'activité d'entreprise tombe au-dessous de la limite de ce qui est juste, est encore admissible éthiquement et moralement au sens de la justice et du bien-être commun. Parce qu'en général les mass media ne savent pas différencier mais clouent la cupidité au pilori, il existe le danger que le lecteur mette cet aspect en relation avec non seulement les soi-disants "moutons noirs" mais tout généralement avec les entrepreneurs et avec les managers des entreprises. De cette manière les cas particuliers sont transformés en condamnations forfaitaires, bien que la grande majorité des entrepreneurs, des commerçants et des gastronomes, des gérants, surtout dans les nombreuses entreprises de

moyenne et de petite taille doivent calculer rigidelement. Ils savent que sans un effectif assidu et capable ils ne peuvent pas, à la longue, exister dans la compétition. Par ailleurs: Si le nouveau parti gauche veut élever la cupidité et la défaillance de certaines personnes à une action contre l'économie sociale de marché et stigmatiser notre système libéral comme "capitaliste", cela est une diffamation pure. Une économie nationale qui dépense plus de deux tiers du produit social brut à des fins et missions sociales ne peut pas être poussée dans un tel coin.

### **L'Importance de la Compétition**

Joseph Höffner qui pendant la Seconde Guerre Mondiale avait achevé ses études et reçu son doctorat en économie nationale auprès de Walter Eucken, le fondateur de l'Ecole de Freiburg, a durant les années de la reconstruction allemande contribué à ce que les valeurs fondamentales de l'ordre économique sont reconnues et affirmées par les chrétiens, et cela par ses publications, par son activité de professeur à l'université, par ses conférences dans des séminaires sociaux, les associations catholiques et des paroisses. Il s'est efforcé à faire comprendre l'importance de la compétition pour le progrès économique mais aussi comme contre-force de la monarchisation de l'économie et de sa monopolisation. Höffner utilisait rarement la notion de "économie sociale de marché ". Pour lui les deux piliers de l'ordre économique étaient décisifs. D'une part, c'est la liberté et la créativité, le propre travail de l'homme comme personne, comme le sujet responsable de l'activité économique, et d'autre part l'inclusion de chaque homme dans les milieux sociaux dans lesquels il peut déployer ses forces et ses capacités et pour lesquels il est coresponsable.

Le système économique déchoit et l'économie perd sa capacité de rendement si ses centres actifs ne sont plus des personnes et si leur responsabilité sociale est remplacée par l'Etat ou par des collectifs qui dégradent l'homme travaillant éventuellement à un destinataire de commandes et à une petite roue dans une machinerie sans âme. L'image de l'homme comme origine et fin de la vie économique - cette image de la doctrine sociale catholique peut nous garder de mauvaises conceptions collectives techno-rationnelles qui un jour ou l'autre finissent dans l'impasse. Il me semble que sur le plan politique et administratif nous comptons trop unilatéralement sur des structures et des processus bureaucratiques et trop peu sur les aptitudes de l'homme de reconnaître aussi dans des situations difficiles et inhabituelles de nouvelles options et voies de solution et de les réaliser.

## **2. L'Entrepreneur**

Lors de l'Assemblée constitutive du Bund Katholischer Unternehmer (BKU) (Association des Entrepreneurs Catholiques) le 27 Mars 1949 à Königswinter - donc encore avant la fondation de la République Fédérale d'Allemagne - Joseph Höffner, qui assumait la fonction de conseil cléricale jusqu'à sa nomination comme évêque de Munster, analysait les trois mots d'ordre ennemis de l'entrepreneur qui à l'époque déterminait l'image publique: "exploitation avide de profit", "esclavage à la machine", "détermination indigne de tiers". Il ajoutait: "un nouvel ordre social et économique doit survenir et surviendra, si non pas avec les chrétiens, alors sans eux et contre eux". Höffner opposait sa conception à la caricature de l'entrepreneur développée dans les publications de socialistes et surtout des communistes. Néanmoins les pères de l'économie nationale classique et leurs successeurs ont ignoré pour longtemps "l'entrepreneur". Ils avaient sous les yeux, en général, le propriétaire des moyens de production qui employait les ouvriers pour faire marcher le processus de production. C'était Joseph A. Schumpeter qui après la Première Guerre Mondiale a découvert "l'entrepreneur" qui en réalité a vu le jour avec la naissance des grandes entreprises.

### **Le Centre de l'Économie est l'Homme et non pas le Capital**

Les Encycliques sociales RERUM NOVARUM(1891) et QUADRAGESIMO ANNO (1931) traitent également des propriétaires et non pas des entrepreneurs. Höffner a rencontré "l'entrepreneur" pour la première fois pendant ses études de l'économie nationale à Freiburg. Après la guerre il s'est efforcé d'élaborer la "figure véritable" de l'entrepreneur face aux déformations. Une phrase-clé du discours de 1949 était ainsi libellée: "Le centre de l'économie n'est donc pas le capital mais l'homme. Le but de l'économie n'est ni l'accumulation de capital, ni la technocratie, mais la 'fonction culturelle des soins de maintien' (W. Sobart)... La mission de l'entrepreneur ne s'épuise pas du tout au capital investi ou au service de la clientèle, son service éminent est plutôt celui à l'ouvrier de son entreprise. L'entrepreneur doit donc être préoccupé que ses œuvrant et leurs familles puissent vivre en dignité".

Avec insistance Höffner défendait le contre-modèle de la société de classes: le modèle de partenaire entre propriétaire/entrepreneur et employé, parce que selon l'opinion catholique les deux partis dépendent les uns des autres et ne peuvent réussir en se combattant mais seulement réussir en ouvrant en commun. Cette pensée s'approchait de la maxime défendue

par Ludwig Erhard selon laquelle "tout le monde est assis dans le même bateau". L'idée de partenaire est proche de la pensée que l'ordre et la formation du monde de travail ne sont pas seulement déterminés par des intérêts contradictoires, mais que les deux partis doivent œuvrer en commun.

Cependant, Höffner avait un flair fin pour les changements qui commençaient. Sept ans après l'assemblée constitutive du BKU il a analysé de manière différenciée l'éthique de l'entrepreneur et cela lors de la 8ème assemblée générale annuelle à Bad Neuenahr (1956). Il avait l'idée de tracer un "guide d'entrepreneur", similaire aux anciens guide princier, guide d'artisan, guide de paysan ou guide de commerçant. Cependant, cela lui semblait trop "osé", parce qu'il est souvent affirmé que le type d'entrepreneur fait partie d'une époque finissante: "Son pouvoir, autrefois si souverain et clos, se dissoudrait en une multitude de fonctions. Son champ d'activité serait rétréci, car les grandes entreprises ont un caractère para-public et ont une double face, moitié socialiste, moitié libérale. Les directeurs de ces grandes entreprises adopteraient de plus en plus la figure des managers, des "apparatusistes" comme les Russes disent habituellement; ils se trouveraient dans le dilemme désagréable et freinant de ne pas être vraiment autonomes et non pas complètement indépendants et de devoir néanmoins achever du rendement. Tout cela aurait eu pour résultat, dit-on, que l'entrepreneur moderne ne serait plus sûr de lui-même ou de sa raison d'être; il s'y ajoute que l'opinion publique le regarde avec scepticisme, manque de compréhension et refus".

### **Entrepreneur et Manager**

Celui qui présumerait maintenant que pour Höffner la séparation d'entrepreneur et de manager aurait entraîné une réflexion critique, sous-estimerait le sens de réalité de ce philosophe social catholique. Höffner constate rationnellement que les grandes entreprises font partie de la société industrielle développée: "Dans une petite entreprise artisanale l'on ne peut pas construire un géant océanique". Mais parce qu'un seul propriétaire ne peut pas procurer le capital nécessaire, les actionnaires sont les bailleurs de fonds et donc les propriétaires. "Les directeurs assument les fonctions de direction et de projection, assistés d'une équipe d'employés avec des fonctions directrices. Le travail opératif est à la charge des ouvriers salariés et des employés à un échelon de traitement inférieur ou moyen dont le nombre ne cesse d'accroître". Quant à la question de la fonction typique d'entrepreneur, Höffner signale qu'elle n'est représentée ni par le travail opératif, ni par la prise en charge du risque de propriété, mais par la fonction de direction de l'entreprise. L'exercice de fonctions créatrices d'entrepreneur ne constitue plus une prérogative exclusive des propriétaires. Aujourd'hui les

positions de direction sont ouvertes à un groupe d'hommes plus important ayant des talents d'entrepreneur.

Considérant les qualités éthiques de ce nouveau type d'entrepreneur, Höffner mentionne quatre domaines:

- compétence technique par excellence exigeant le talent de combinaison créateur, l'imagination réelle, le flair de développements futurs capables de succès, le talent de coordination et l'énergie personnelle;
- la disposition à servir l'effectif de l'entreprise, les fournisseurs et les clients, les hommes dépendant des biens et des services, la disposition à coopérer à la formation de l'ordre économique et social;
- le souci du bien-être général;
- la mise en garde contre l'entrepreneur "total" qui n'a plus le temps pour son épouse et ses enfants, ni pour les belles choses, ni pour les hommes en détresse et même pas pour Dieu.

La majorité des qualités éthiques mentionnées sont des exigences développées par Höffner tout d'abord à l'égard du propriétaire/entrepreneur. De plus, dans les décennies de la reconstruction de la République Fédérale d'Allemagne et grâce à la croissance abrupte avant tout dans l'industrie d'automobiles, des machines-outils, dans l'industrie électro-technique et chimique, et naturellement aussi dans l'industrie du bâtiment il y avait seulement peu de secteurs problématiques qui pouvaient être résolus relativement vite. Rappelons par exemple la réduction de l'extraction du charbon, quand beaucoup de mineurs étaient engagés dans d'autres industries ou se décidaient pour la retraite prématurée dans des conditions favorables négociées avec les syndicats correspondants. La retraite prématurée était problématique dans le secteur métallurgique parce que les entreprises l'utilisaient pour le rajeunissement de leur effectif. Les souffrants en étaient les ouvriers qui avaient le sentiment d'appartenir à la vieille ferraille. Le transfert partiel des coûts s'y rapportant aux caisses de retraite était également problématique.

### **Responsabilité et Disposition au Risque**

Cependant, la séparation de la fonction de propriétaire et celle du manager, observée par Höffner, s'est accélérée dans les années 1980. Tandis que le propriétaire se porte garant de ses décisions économiques et financières avec son patrimoine et tend plutôt à une évaluation prudente et à long terme des risques et options, les managers sont d'autant plus intéressés par

des profits à court terme et prêts à prendre des risques plus élevés, car ils ne doivent pas se porter garant de leur défaillance avec leur patrimoine. Ni les comités de direction des grandes sociétés anonymes, ni les conseils de surveillance ou les comités de contrôle n'ont abordé la problématique qui se cache derrière les fonctions fondamentalement différentes et n'ont réfléchi s'il ne faut pas créer des contrepoids contre la grande disposition au risque des managers. Même les sciences économiques et l'Etat qui doit s'occuper du bien-être commun n'ont pas perçu ces développements problématiques. L'intérêt des responsables au sein des entreprises était de plus en plus orienté vers le succès chiffrable: La pensée en profit s'est accrue dans tous les segments de l'économie, la mesure générale était le rendement et les intérêts plus élevés, même s'il s'agissait seulement de dizaines de pourcentages.

Après la chute du mur berlinois et l'effondrement de l'empire communiste le processus de la mondialisation a démarré dans les années 1990. Les entreprises multinationales utilisaient les nouvelles options pour transférer des segments de production tout entiers dans les pays à salaires bas. Elles prenaient soin que les profits étaient taxés là où les impôts sont bas et que les dettes sont décomptées là où les plus grandes subventions étaient à obtenir. Cette façon de procéder était vue aussi par l'économie comme "conforme au marché", sans se demander quelles charges y sont liées. Et pour l'Etat comptaient aussi seulement les bilans.

L'introduction de l'Euro, sans doute une des conquêtes les plus importantes, a apporté une contribution éminente à la stabilisation des systèmes monétaires et financiers dans l'Union Européenne et sur le plan mondial. On se croyait sur la route du progrès sur laquelle en pouvait seulement aller en amont. Lorsque les premiers indices de fraude financière spéculative de grand style étaient aperçus - je rappelle l'agent boursier d'une grande banque britannique de Singapour qui a mis au sable plus de six milliards de dollars - des entrepreneurs et managers, des banquiers et boursiers auraient dû sonner l'alarme. Rien de semblable n'arriva. L'augmentation immense du volume de crédits et les détours de spéculateurs internationaux causaient temporairement un certain malaise mais ne touchaient pas la conscience. Il y avait certaines voix qui de bonne heure signalaient les problèmes financiers du marché américain des immeubles; cependant des banques allemandes ne se laissaient pas freiner de s'engager là où le profit le plus élevé les attirait, tel qu'il se manifeste actuellement.

### **3. La fonction sociale régulatrice de la propriété privée**

Entre temps a éclaté une crise des marchés financiers que personne n'avait attendue. Elle partait de la crise immobilière aux Etats Unis d'Amérique, saisissait l'ensemble du système

financier et bancaire en Amérique du Nord et en Europe et ébranlait le monde entier. Personne ne sait encore dans quelles mesures la crise financière s'élargirait à une crise économique mondiale. La crise financière ne peut être comparée que sous certaines réserves avec la crise qui après le débâcle boursier de 1929 sévit sur l'économie mondiale et marquait la fin de l'économie du laisser-faire. A l'heure actuelle l'approvisionnement" en argent et crédits de l'économie à garantir par les banques, par les caisses d'épargne et les autres institutions financières s'est écroulé. Dans l'économie moderne les entreprises produisant des biens et services dépendent dans une grande mesure des capitaux empruntés. Les crédits sont remboursés quand les biens ont été vendus aux consommateurs. La circulation monétaire et financière est pour l'économie une *conditio sine qua non*. Elle s'est arrêtée parce que quelques grandes banques ne pouvaient plus remplir leurs obligations. Les autres banques - sur le plan national et international n'étaient plus prêtes à emprunter de l'argent parce qu'elles craignaient de ne pas la recevoir en retour et d'être tirées dans les turbulences de l'insolvabilité. Les mesures des banques centrales de pomper des milliards d'argent dans la circulation monétaire pour sécuriser la solvabilité étaient insuffisantes également. Il y avait de premiers signaux qu'un nombre croissant de citoyens était préoccupé: Dans quelle mesure mon argent est-il en sécurité? Ils commençaient à retirer de leurs banques l'argent épargnée. Pour éviter une catastrophe les gouvernements des nations industrialisées devaient intervenir et donner des garanties pour les avoirs d'épargne. De plus, ils devaient prendre des mesures pour rétablir la confiance mutuelle des banques et des institutions financières. Le plan de sauvetage décidé en toute vitesse par le parlement allemand - seuls les Verts et la Gauche étaient contre- est destiné, eu égard à l'incertitude croissante, à rendre au marché la confiance et à faire marcher le flux de capital.

### **La Perte de Confiance**

La raison de la perte de confiance parmi les banques et les institutions financières est en rapport avec l'augmentation immense de - nous l'appelions - "l'argent virtuel". Les banques, les fonds hedge et les investisseurs de capital devenaient de plus en plus ingénieux pour élargir avec de nouveaux modèles le volume des crédits et pour augmenter la vitesse de rotation des crédits. De cette manière ils ont réalisé des profits brillants et les espérances de rendement de l'économie, avant tout des grandes entreprises et des banques, ont monté abruptement. Une bulle d'air, un monde d'imagination en sont nés. Ici il faut mentionner les multiples garanties écrites par lesquelles était formé un paquet de crédits qui était vendu à d'autres banques. Y

appartiennent les soi-disants "dérivats" sur lesquels l'on peut aussi miser si la cotation en bourse hausse ou baisse; les "ventes en blanc" dans le cas baissent; desquelles on spéculé que les actions d'une entreprise baissent ou les "certificats", à savoir les obligations de banques même si elles ne sont pas "garanties". Les pertes lourdes en bourse causées avant tout par une régression de l'activité économique sont un signal des difficultés de notre système financier.

Entretemps l'on est à la recherche des causes et des responsables de la crise du marché financier. Malheureusement, notre société a jusqu'ici rarement discuté la question: dans quelles conditions ou hypothèses externes et internes les transactions monétaires sur le plan national et international peuvent se dérouler sans friction et sans que l'approvisionnement de l'économie en argent et crédits n'en soit dérangé. La crise financière a aussi surpris les experts en sciences économiques et financières. Avant l'introduction de l'Euro il y avait beaucoup d'analyses et de traités sur la stabilité monétaire, sur les causes de processus inflationnistes, sur les réévaluations et les dévaluations de changes. Les nouvelles options de crédit récemment développées ont été comprises et interprétées par les mass media et la littérature scientifique comme un élargissement bienvenu des marges financières jusqu'ici disponibles. La question de savoir si aussi des dangers et des problèmes et quels risques y sont attachés a été abordée dans tel ou tel cas. Des banquiers ou des présidents de banques d'émission ont été préoccupés des montants en milliards circulant chaque jour aux bourses, mais ils ne sonnaient pas l'alarme. Ils se pensaient maîtres de la situation et de pouvoir prendre les mesures nécessaires en cas de besoin.

### **La Cupidité**

Certainement la crise financière a aussi un aspect moral éminent. Actuellement cet aspect est souvent mis en relation avec la "cupidité" qui semble avoir été déclenchée dans les banques et dans les milieux boursiers. La Wall Street devient le symbole d'avidité permanente pour obtenir encore plus de profits et des profits plus élevés des revenus accrus et des bénéfiques montants. Dans ce contexte l'on ignore que non seulement les agents boursiers et les spéculateurs étaient saisis de la cupidité; le marchandage des dizaines de pourcentage derrière la virgule devenait moderne et était présenté chaque jour dans les mass media. Involontairement l'on pense aux nombreux endroits et paraboles de l'Evangile où Jésus cloue au pilori l'ambition de richesse et met en garde: "Quel est le bénéfice pour un homme s'il gagne le monde entier, mais se perd ou se ruine lui-même?" (Lc 9,25). Dans la haute scholastique Thomas d'Aquin critique l'ambition excessive de profits qui ne finit pas mais

tend à l'infini" ("deservit cupiditati lucri, quae terminum nescit, sed in infinitum tendit", Summa theologica, II.II. qu. 77, a 4c).<sup>1</sup> Dans la proclamation de Jésus la charité est le contrepoids qui peut garder l'homme de devenir égoïste. Dès son origine l'Eglise a lutté contre la cupidité. De par cette attitude fondamentale est née, dans l'ancienne communauté agraire qui ne connaissait pas de croissance économique, la défense d'intérêts qui aujourd'hui vit encore dans les "intérêts usuraires". Lorsque la communauté agraire commençait à changer et les relations commerciales croissaient, la levée d'impôts était à nouveau discutée dans l'arrière-scholastique italienne et espagnole. L'opinion qu'un "intérêt modéré" est permis réussissait.

D'autre part, la crise financière a généré à nouveau les réserves et la critique de la propriété privée, surtout des moyens de production qui faisaient leur apparition dans le contexte de la "question sociale" au sein des mouvements socialistes. Selon Karl Marx la propriété privée était le péché original de l'homme et les maux sociaux ne peuvent être effacés que par l'abolition de la propriété privée. Pour autant que l'Eglise a combattu la cupidité, elle n'a laissé aucune doute que le septième commandement de Dieu "Tu ne dois pas voler" reste valable aussi dans la société industrielle moderne.

### **La Rappel des Fondements de Valeurs est Nécessaire**

Sans discuter ici la doctrine chrétienne concernant la propriété et le développement de cette doctrine, le rappel de la fonction régulatrice sociale de la propriété privée peut apporter une contribution à la solution de la crise financière.

1. En premier lieu il faut ici mentionner le problème que dans l'économie de crédit moderne le rapport originaire de la propriété et la responsabilité des conséquences de l'activité économique a été desserré, même partiellement détruit. La propriété privée permet aux hommes de prendre des décisions économiques en liberté et responsabilité. En règle générale les décisions économiques sont liées à des risques. C'est l'incertitude si une mesure déterminée réussira, comme espérée, ou non. Si par exemple un investissement échoue, le dégât financier doit être assumé par le propriétaire. La responsabilité du propriétaire fait ressentir la fonction régulatrice sociale du

---

1 Citation avec Joseph Höffner, Wirtschaftsordnung und Wirtschaftsethik. Directives de la doctrine sociale catholique. Rapport inaugural à l'assemblée plénière d'automne de la Conférence Episcopale Allemande 1985. Dans la Série "Le Président de la Conférence Episcopale Allemande", no. 12, publiée par le Secrétariat de la

propriétaire. Elle a pour effet que le propriétaire pondère avec soin les risques de son activité en matière financière et normalement assume seulement les risques qui sont supportables pour lui et sa situation patrimoniale ainsi que pour son travail. La fonction régulatrice sociale de la propriété privée est telle que le propriétaire agit "en responsabilité" et craigne les grands risques susceptibles de le ruiner. La responsabilité le garde de se comporter comme un joueur. Plus petit le nombre des joueurs et plus minime la mentalité de joueur dans une communauté, plus solide sera l'activité économique et financière.

2. Dans un article pour la FAZ (Frankfurter Allgemeine Zeitung) Wolfgang Schulhoff a attiré l'attention sur une faiblesse structurelle de notre système économique.<sup>2</sup> Elle consiste en ce que le propriétaire/entrepreneur porte le plein risque de l'activité d'entrepreneur et s'en porte garant par son patrimoine. Tout à fait différente est la situation du manager sous contrat d'emploi. Les succès sont récompensés, tandis que les échecs ne sont pas liés à la responsabilité du dégât commis, mais ils sont souvent honorés par un "tope doré". Le secteur financier est dominé par des managers sous contrat d'emploi sans l'obligation de garant. Avec ceux-ci la cupidité, les espérances de rendement croissant et la disposition de risques montante avaient introduit une union fatale. L'élimination de la fonction régulatrice sociale de la propriété privée, qui inclut la responsabilité du propriétaire a fait accroître la disposition au risque. La séparation de propriété et de responsabilité a eu pour conséquence que les profits ont été privatisés et les pertes socialisées. Tous ceux qui ont contribué à cette évolution ont échoué et violé gravement le bien-être commun.
  
3. Il s'y ajoutait que la politique d'investissement des grandes entreprises et des banques visaient le profit à court terme, tandis que les entreprises de petite et de moyenne taille, qui le plus souvent ont le caractère d'entreprises de famille, s'orientent à long terme. Pour elles le profit boursier momentané n'est pas décisif. Les risques ont également une structure correspondante. La vulnérabilité de l'économie moderne est due au fait que la production de biens et de services est tellement organisée que la tête de demande maximale sur les marchés peut être couverte à tout moment et les profits sont accrus de cette façon. Une orientation à plus long terme, qui tient également

---

CEA, Bonn 1985, p. 27

<sup>2</sup> Wolfgang Schulhoff, Mehr Markt für Manager (Plus de marché pour des managers), dans FAZ du 10 avril 2008, no. 84 15 D 3.

- compte des modifications et décalages de la demande ou des structures internationales serait moins susceptible de crises et pourrait réagir avec plus de flexibilité.
4. Un chapitre particulier est le contrôle des entreprises, des institutions financières et des marchés financiers. Tout le monde est d'accord que dans l'intérêt du bien-être commun doivent être créées des mesures et des réglementations légales qui évitent une répétition de la crise financière actuelle ou des développements similaires. Cependant, la question empire: Comment doit et peut être atteint ce but? Il s'est déjà manifesté que les membres de conseils de surveillance ont des difficultés de reconnaître les risques des nouvelles options de crédit et leurs conséquences. Même les agences de classification des entreprises ont souvent donné des informations défaillantes. Par ailleurs, disposons-nous d'assez de personnes expertes qui soient en mesure de découvrir les intrigues toujours nouvelles des agents financiers et des spéculateurs et de démasquer leur problématique? Les meilleures réglementations légales ont seulement de valeur tant qu'elles peuvent être réalisées en pratique.
  
  5. Il était clair pour tous les partis concernés que l'Etat et la communauté d'Etats internationale ne peuvent pas rester inactifs et voir comment la crise financière s'élargit à une catastrophe éventuelle. Dans de telles situations l'Etat en tant que garant du bien-être commun doit intervenir. L'économie sociale de marché qui repose sur les "conditions cadres" créées par l'Etat est également dépendante des activités de l'Etat. Il s'agit de la réglementation de l'économie qui ne compte pas seulement les courants d'offre et de demande au sein du marché, mais aussi les transactions monétaires et le service de crédit. Une réglementation ne s'étend pas seulement aux conditions extérieures, au "cadre", comme le terme conditions cadres pouvait le faire percevoir, la réglementation concerne le noyau de l'économie. Si elle est malade, l'Etat doit prendre soin qu'elle devient à nouveau fonctionnelle. Pour citer un exemple: Dans la phase primitive de l'industrialisation, des salaires tarifaires n'existaient pas pour les ouvriers; le paiement était souvent si bas que l'ouvrier et sa famille ne pouvaient en vivre. Il se posait la question difficile du "salaire équitable" dont la solution satisfaisante a nécessité presque un siècle. C'était en même temps la question du "salaire de rendement", qui ne fait pas partie des "conditions cadres" mais du noyau de l'économie et tout juste de l'économie sociale de marché. Dans la crise financière actuelle la confiance entre les banques et les institutions de finances a disparu. La confiance fondamentale fait partie également du noyau de l'économie. Tandis que le salaire de rendement est en premier lieu une matière des partenaires tarifaires, l'Etat doit

intervenir dans la crise financière pour rétablir la confiance de base dans les affaires monétaires et de crédit.

6. L'intervention de l'Etat comprend-elle un déplacement du centre de gravité du rapport de l'économie et de l'Etat? Il y a des tendances politiques désireuses à utiliser la crise financière pour leurs buts idéologiques. Non seulement le système cadre doit être rétabli, mais l'influence de l'Etat sur l'économie doit prendre un nouveau poids. Pour préparer cette tournure l'on effectue de premières enquêtes pour savoir si les banques doivent être nationalisées et si les grands groupes d'entreprises, au moins pour certains segments, doivent être nationalisés partiellement. Dans ce contexte les milieux intéressés espèrent que la mémoire du peuple soit courte. Car aussi des banques nationales comme la banque pour la reconstruction, les banques fédérales en Saxe et en Bavière, en Allemagne de l'Ouest et du Nord ne se trouvent pas dans une situation meilleure que les banques privées. Et quant à la stabilité monétaire, la politique a toujours et toujours échoué. Seule l'indépendance des banques d'émission de la politique était la condition pour que la stabilité monétaire ne soit pas subordonnée et sacrifiée à des intérêts politiques. Rappelons-nous la déclaration du Pape Jean XXIII dans l'Encyclique sociale MATER ET MAGISTRA (1961): Dans le secteur économique la priorité des initiatives privées est avec les personnes qui agissent, soit pour elles-mêmes, soit en coopération différenciée avec d'autres, à la poursuite d'intérêts communs" (no. 51). Pape Jean Paul II qui a éprouvé dans le système communiste le dirigisme économique avertit dans l'Encyclique sociale CENTESIMUS ANNUS (1991): "L'activité économique, en particulier celle de l'économie de marché, ne peut se dérouler dans un vide institutionnel, juridique et politique. Elle suppose, au contraire, que soient assurées les garanties des libertés individuelles et de la propriété, sans compter une monnaie stable et des services publics efficaces. Le devoir essentiel de l'Etat est cependant d'assurer ces garanties, afin que ceux qui travaillent et qui produisent puissent jouir du fruit de leur travail et donc se sentir stimulés à l'accomplir avec efficacité et honnêteté. L'un des principaux obstacles au développement et au bon ordre économiques est le défaut de sécurité, accompagné de la corruption des pouvoirs publics et de la multiplication de manières impropres de s'enrichir et de réaliser des profits faciles en recourant à des activités illégales ou purement spéculatives. (no. 48).